

**POLE STRATEGIE,
DEVELOPPEMENT, AMENAGEMENT****DIRECTION AMENAGEMENT
URBAIN ET HABITAT
Service Droit des Sols
4 avenue Henri Fréville – CS93111
35031 RENNES Cedex**UNIVERSITE RENNES 2
Monsieur GOUËSET Vincent
place du Recteur Henri Le Moal
35043 RENNES**Référence à rappeler : PC 35238 24 10027**

Dossier suivi par : MARGOT LEVÊQUE - 02.99.86.65.00

Il est accusé réception du dépôt d'une demande de	Permis de Construire
Déposée le	21/02/2024
Par	UNIVERSITE RENNES 2 Monsieur GOUËSET Vincent
Concernant un projet de	Réhabilitation Bâtiment A campus de Villejean Surélévation d'un étage Démolition partielle bâtiment "Loustic" aménagement extérieurs
Sis à l'adresse suivante	8 avenue Gaston Berger

Vous avez déposé une demande de Permis de Construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite⁽¹⁾.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois qui suit le dépôt de votre permis, celle-ci remplacera le présent récépissé.

Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt de votre permis, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié.

Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux⁽²⁾ après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n°13407*01 à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.



1) le maire ou le Préfet en délivre certificat sur simple demande

2) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Information sur le traitement de vos données personnelles

Vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'urbanisme auprès de la commune concernée par le projet. Dans ce cadre, nous recueillons des données personnelles vous concernant.

Votre commune dépend d'un service d'instruction mutualisée au sein de Rennes Métropole. Pour répondre à son obligation légale d'assurer une instruction dématérialisée, le service d'instruction a mis en place la numérisation de l'ensemble des dossiers papier par un prestataire certifié qui garantit la copie conforme. De ce fait, l'ensemble des pièces de votre dossier vont être transmises au prestataire de numérisation : AGS Record Management – Pro Archives situé au 20 rue de la Guillauderie, Parc d'activité de Tournebride, 44118 La CHEVROLIERE.

Après numérisation, le prestataire procède à la destruction de son exemplaire de votre dossier. Il ne conserve aucune donnée dans ces locaux ou dans son système d'information une fois qu'il a transmis la version numérisée de votre dossier à nos services. Les pièces du dossier numérisé ainsi que l'ensemble des informations qu'il contient sont ensuite stockées dans le logiciel d'instruction au sein du service Droit des Sols de Rennes Métropole.

Le Service Droit des Sols de Rennes Métropole est responsable du traitement des données collectées.

Les données recueillies vont être enregistrées dans le logiciel Droit de Cité.

Ces données sont destinées au service Droit des Sols de Rennes Métropole et aux services techniques internes et externes susceptibles d'être consultés au cours de l'instruction de votre dossier.

Les données sont conservées pendant durant toute la durée de l'instruction de votre dossier puis durant la période de recours suivi de la période de validité, qui peut varier en fonction de votre dossier. Les durées de conservation suivantes sont données à titre d'exemple :

- 1 an pour une déclaration préalable
- 3 ans pour un permis de construire pour une maison individuelle
- 5 ans pour un permis de'aménager

Après quoi, votre dossier est soit détruit, soit archivé longue durée pour des raisons de conservation du patrimoine (cas des dossiers de la Ville de Rennes).

Conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de Rennes (Ville et Métropole) via le formulaire formulaire de contact "e-démarches" du site internet (<http://metropole.rennes.fr>) ou par voie postale à adresser à Monsieur le Président de Rennes Métropole - A l'attention du Délégué à la protection des données - 4 avenue Henri Fréville - CS93111 - 35031 Rennes Cedex.

Si vous estimez, après avoir contacté le Délégué à la Protection des Données, que vos droits ne sont pas respectés ou que le dispositif mis en œuvre n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) (<https://www.cnil.fr>), ou par voie postale, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.